Luc Duhamel, The KGB Campaign against Corruption in Moscow, 1982-1987

Andreï Kozovoï

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/7415>

DOI : 10.4000/monderusse.7415

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 25 novembre 2010

Pagination : 757-763

ISBN : 978-2-7132-2316-7

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Andreï Kozovoï, « Luc Duhamel, The KGB Campaign against Corruption in Moscow, 1982-1987 », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 51/4 | 2010, mis en ligne le 09 décembre 2011, consulté le 03 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/7415> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.7415>

Ce document a été généré automatiquement le 3 septembre 2022.

Tous droits réservés

Luc Duhamel, The KGB Campaign against Corruption in Moscow, 1982-1987

Andreï Kozovoï

RÉFÉRENCE

Luc DUHAMEL, **The KGB Campaign against Corruption in Moscow, 1982-1987**.
Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 2010, 249 p. (Pitt series in Russian and East European studies)

- 1 Comment le KGB, pilier du régime communiste soviétique et chargé de le perpétuer, a-t-il pu devenir l'organe qui provoqua, en dernière instance, un déséquilibre fatal au système ? Luc Duhamel – professeur associé au département de Science politique de l'université de Montréal (UQAM), et qui a fait, avec Jacques Lévesque¹, les beaux jours de la soviétologie québécoise au temps de l'URSS – défend ce paradoxe en étudiant l'action menée par le Comité pour la sûreté d'État contre la corruption, de la fin des années Brežnev au début de la perestroïka, dans la capitale soviétique. Moscou apparaît à double titre comme essentielle pour une étude de la corruption en URSS. D'une part, en raison de la concentration et de l'enchevêtrement des pouvoirs à la fin de l'ère brejnévienne : les 33 arrondissements de la capitale apparaissent comme autant de petites principautés supervisées de manière assez lâche par le premier secrétaire de l'organisation du parti communiste de la ville, Viktor Grišin ; d'autre part, à cause de la centralisation des ressources dont Moscou bénéficie. Dans un contexte de pénurie, la question de la distribution des ressources devient en effet cruciale pour la survie de la population.
- 2 L'auteur se focalise sur les deux principales organisations de commerce (*torgovye predprijatija*) de la capitale russe : le *Glavtorg* (Administration du commerce), cœur du système de distribution et de vente des biens de consommation, qui avait le statut de ministère dans la RSFSR ; et le *Glavmosplodovoščprom* (Administration des fruits et

légumes), connu sous l'acronyme de *Glavka*, organisme dépendant du Glavtorg, chargé du stockage et de la distribution des produits dans les comptoirs (*kontory*) et les magasins de la capitale. Le secteur alimentaire apparaît particulièrement intéressant à étudier pour le cas soviétique puisque, comme le soutient l'auteur, « la nourriture est, et sera toujours, le secteur dans lequel le contrôle de l'État est le plus difficile à imposer, quel que soit le type de régime » (p. 8).

- 3 En bon politologue, Luc Duhamel appuie son étude du système soviétique sur trois concepts : celui de « néo-patrimonialisme », forgé par les héritiers de Max Weber pour qualifier un type d'autorité mêlant pratiques traditionnelles et respect de la loi ; celui de « choix du public », selon lequel les individus cherchent d'abord à assouvir leurs intérêts personnels et à renforcer leurs positions politiques, même si ils donnent l'apparence de lutter contre la corruption ; enfin celui de « capital social », qui postule que les individus ont conscience qu'atteindre certains objectifs personnels ne peut se faire qu'avec l'aide d'autres personnes. Exploitant des sources inédites qui détaillent le travail des exécutants au niveau inférieur et intermédiaire (matériaux du KGB, documents du GARF, interviews), Luc Duhamel transcende l'approche institutionnelle, d'usage dans la soviétologie d'avant 1991, pour se focaliser sur les acteurs.
- 4 Créés dans les années 1930, les *kontory* posaient deux sortes de problèmes. D'une part, ils dépendaient directement du ministère de l'Administration des fruits et légumes, leurs responsables ne répondant que de celle-ci (ch. I : « Une force qui échappait au contrôle : l'émergence des organisations de commerce de Moscou »). D'autre part, si la mission de ces organisations de commerce – quelque 300 000 employés pour 5 000 points de vente à leur apogée au début des années 1980 – était officiellement de distribuer des biens aux consommateurs, leurs employés avaient développé de nombreuses stratégies de contournement pour s'enrichir personnellement en revendant les produits à des prix plus élevés que la normale. À leur tour, les administrateurs de la *Glavka* distribuaient les produits en fonction de la générosité de leurs « donateurs » sur place.
- 5 Hruščev, puis Kosygin – président du Conseil des ministres à partir de 1965 –, tentèrent de mettre fin à cette mainmise doublée de corruption, qui empêchait selon eux de résoudre enfin le problème ancien de l'approvisionnement des villes. En vain. Luc Duhamel n'hésite pas à employer l'expression de « lobby des *kontory* » (p. 7) pour parler des organes de distribution qui virent leur pouvoir renforcé par des années de sabotage des réformes.
- 6 En effet, les combines au niveau des exécutants des réseaux du commerce étaient relativement tolérées par leurs supérieurs hiérarchiques tant que le système continuait de fonctionner tant bien que mal : autrement dit, tant qu'ils agissaient sous la contrainte de la pénurie généralisée de biens de consommation et pour arrondir des fins de mois misérables, et non pour commettre des crimes économiques de grande ampleur. Le système était soutenu par le Glavtorg, en la personne de son directeur Nikolaj Tregubov qui, sans jamais avoir été impliqué directement dans le conflit souterrain contre le parti, avait tout à gagner de l'échec des réformes qui le renforçait dans ses positions conservatrices.
- 7 Dans les années 1970, cette situation s'était aggravée en dépit de l'accent mis, dans les médias, sur la nécessité de renforcer l'État de droit – tendance couronnée par l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1977. Profitant de la politique de « stabilité des cadres » brejnévienne, les directeurs de magasins agissaient en véritables tsars (p. 8), disposant du pouvoir de décider quelle partie des stocks était bonne à vendre et laquelle était (soi-

disant) bonne à jeter : chaque année, 300 000 kg de fruits et légumes étaient ainsi vendus par quelque 17 000 individus dans les vingt-huit marchés de la capitale, à des prix supérieurs à ceux en magasin. Leur puissance s'était encore accrue en raison de l'augmentation de la demande et de la diminution de l'offre, et ce en dépit d'une politique officielle visant à améliorer le secteur alimentaire – rappelons que vingt nouveaux restaurants ouvrirent leurs portes chaque année pendant cette décennie.

- 8 Certains magasins étaient plus indépendants que d'autres, comme les *gastronomy* (supermarchés), dont le *gastronom* n° 1. Ouvert en 1901 par un riche marchand de Saint-Petersbourg, Grigorij Eliseev, au 14 de la rue Tverskaja, l'*Eliseevskij* était devenu une institution à lui seul, initiant les Russes aux produits français, de l'huile d'olive aux huîtres, dans un cadre architectural somptueux. Son directeur de l'époque brejnévienne, Jurij Sokolov, appartenait au cercle des « charismatiques », à l'image d'un Mhitar Ambartsumjan, responsable de la *kontora* de l'arrondissement Dzeržinskij, toujours bien approvisionnée. Ces hommes se trouvaient au cœur d'un réseau de faveurs qui remontait jusqu'au *gorkom* de Moscou (dont Tregubov faisait partie), au soviet (dirigé par l'indéboulonnable Vladimir Promyslov, en place depuis 1963 !) et au MVD (avec un ministre de l'Intérieur, Nikolaj Ščelokov, passablement corrompu), ce qui explique qu'en dépit de la multiplication de signaux d'irrégularités, aucun magasin de la capitale n'ait été impliqué dans une affaire de corruption à cette période.
- 9 Les choses s'accélérent après la création, en octobre 1982, d'une section du KGB consacrée aux crimes économiques. Celle-ci a à sa tête Anatolij Trofimov, un jeune prodige qui s'était fait remarquer pour son traitement impitoyable des dissidents de la capitale. Trofimov a notamment carte blanche pour mener l'investigation dans l'affaire du *gastronom* Eliseevskij (ch. II : « Intégrité et efficacité : la guerre anticorruption du KGB »). Sur injonction d'Andropov, Trofimov constitue une équipe de jeunes enquêteurs dévoués corps et âme à leur travail. Parmi eux, Vladimir Olejnik, qui a commencé sa carrière en réprimant une révolte dans un camp de travail et s'est fait remarquer en 1981 avec un rapport sur le crime organisé, sujet alors tabou. Olejnik prend personnellement en main le dossier Tregubov. Parallèlement, Andropov alimente les médias en informations tendant à présenter la corruption comme le problème numéro un en Russie et le KGB comme la seule institution capable d'y faire face. Toute cette tactique s'inscrit dans une lutte d'influence avec le MVD et bénéficie du soutien d'une partie de la nomenklatura ainsi que de la majorité de la population.
- 10 L'arrivée au pouvoir d'Andropov en novembre 1982 couronne une stratégie initiée dans les années 1970 et dont une étape clé avait été la nomination de Gejdar Aliev à la tête du KGB d'Azerbaïdjan. Appuyé par Andropov, le KGB lance une véritable « croisade pour la loi et l'ordre » : les arrestations se déroulent selon une mise en scène savamment préparée, comme lors de l'interpellation de 14 responsables de la *kontora* Dzeržinskij (hautement symbolique), début 1983, au cours de laquelle dix Volga noires sont exhibées pour l'occasion. L'opération pour séduire l'opinion publique est un succès. Les Soviétiques sont désormais convaincus, à tort ou à raison, que c'est bel et bien la corruption qui est responsable de la pénurie. Au final, en septembre 1983, la plupart des administrateurs sont derrière les barreaux.
- 11 Après la disparition d'Andropov, la « croisade » se poursuit : en 1984, l'inculpation de Pospelov, responsable de l'alimentation au sein du *gorkom* de Moscou, crée un nouveau précédent, impensable sous Brežnev : dorénavant les responsables du parti ne sont plus à l'abri. Mais, dans le même temps, les rumeurs sur les violations des droits de l'homme et

les conditions de détention des inculpés commencent à ternir sérieusement l'image du KGB. Du coup, avec l'arrivée de Gorbačev, El'cin – qui doit beaucoup à la brigade anticorruption avant sa nomination au poste de Grišin – prend ses distances en décembre 1985 en attaquant non plus la corruption au sein des réseaux de commerce, mais surtout les privilèges de la nomenklatura, les réseaux de son prédécesseur, puis, comme on le sait, l'un des bras droits de Gorbačev, Ligačev en personne. Prise dans l'imbroglio politique, la campagne « mains propres » du KGB s'essouffle, ses membres se divisant entre deux camps – celui de El'cin ou celui de Ligačev.

- 12 Le système de réseaux et de faveurs fonctionnant dans le commerce alimentaire apparaît des plus complexes et exige une enquête sans précédent par son ampleur (ch. III : « Qui, quels effectifs et quel coût ? La corruption dans les organisations de commerce de Moscou »). Le Glavtorg fait donc l'objet de cette enquête entre novembre 1982 et fin 1985, ce qui reflète la taille de l'institution, forte de ses 20 000 employés et contrôlant plus de 5 000 magasins. L'auteur s'attarde sur la manière dont Tregubov, qui possédait un véritable charisme, a constitué son réseau. Chacun de ses adjoints avait amassé de larges sommes d'argent provenant de pots-de-vin. Sokolov engrange ainsi une fortune de 300 000 roubles (à rapporter à des salaires moyens de 300-400 roubles mensuels), ce qui n'est nullement un record, l'estimation de celle de certains proches des responsables de Moscou dépassant allègrement le million.
- 13 Le développement du népotisme comme parade à un risque d'attaque des réseaux par le KGB apparaît également comme un élément particulièrement fascinant du tableau d'ensemble : les ressortissants arméniens, dont la diaspora était la plus ramifiée (y compris à l'étranger), étaient les champions dans ce domaine (voir la description minutieuse de leurs pratiques p.131-133). Le facteur générationnel jouait un rôle important, en ce que la majorité des responsables appartenaient à un groupe qui avait connu la guerre et les affres de la période de reconstruction, ce qui les avait habitués à survivre dans l'illégalité ; les investigations étaient aussi ralenties par l'aura de ces vétérans qui mettaient en avant leurs exploits passés pour décrédibiliser l'adversaire. Leurs manœuvres à la tête des organisations de commerce pouvaient par ailleurs être perçues comme une revanche sur la vie. Enfin, le droit de cuissage, soit l'échange de faveurs sexuelles contre des avantages en nature entre employées et directeurs, était très répandu. La peur de perdre son emploi – dans un pays où le chômage n'existait officiellement pas, et où un poste dans le secteur de l'alimentation pouvait soulager considérablement les difficultés de la vie quotidienne – était un facteur aggravant de ce phénomène.
- 14 C'est fin 1982 et en 1983 que l'offensive du KGB est la plus forte et la résistance la plus limitée – un paradoxe quand on sait que finalement, le KGB n'a pas réussi à triompher de la corruption (ch. IV : « Une guerre perdue par le KGB »). Le seul échec des enquêteurs concerne leur tentative de récupérer l'argent détourné : grâce aux réseaux caucasiens notamment, les sommes sont mises à l'abri hors de Russie. Le passage aux aveux de Sokolov permet l'arrestation d'un grand nombre de personnes. Mais, en dépit de promesses contraires, Sokolov est condamné à la peine capitale, ce qui constituera une décision lourde de conséquences pour le KGB : les personnes arrêtées par la suite plaideront « non coupables ». De plus, lors du procès, le célèbre avocat Artem Sarumov réussit à argumenter solidement en stigmatisant le caractère biaisé de l'accusation et le caractère disproportionné de la peine : il pointe du doigt « l'oubli » du parquet de mentionner que Sokolov avait lui-même donné 200 000 roubles en pots-de-vin ainsi que

l'ajout, pour aggraver son cas, de l'adverbe « légèrement » dans la mention « blessé pendant la guerre » de sa biographie, circonstance qui aurait dû lui éviter la peine capitale. Sarumov pose ainsi un précédent qu'utiliseront par la suite d'autres inculpés de l'économie souterraine. Une affaire comme celle de Lidija Tomaševskaja, une jeune femme de trente ans travaillant à la *kontora* Dzeržinskij et condamnée à dix ans de travaux forcés, contribue à l'effritement du capital de sympathie du KGB auprès de la population.

- 15 Plus encore, anciennes forces conservatrices dans les années Brežnev, les organisations de commerce font leur mue libérale sous Gorbačev. Ainsi, elles se servent de la glasnost dans les médias pour dénoncer publiquement les abus dont elles ont été victimes de la part du KGB, dont le déficit d'image se creuse dans les médias et les esprits. Profitant de la réhabilitation de l'économie privée, les anciennes victimes de la campagne anticorruption, notamment au soviet de Moscou – structure désormais plus à même de s'inscrire dans la politique de démocratisation – se posent en moteurs de cette nouvelle réforme. Parallèlement, la réhabilitation d'un MVD purgé de ses « moutons noirs », promu au poste de paravent contre l'arbitraire des services secrets et de pilier d'un nouvel État de droit dans lequel la preuve est placée au cœur du système judiciaire, renforce les arguments de ceux qui prônent la révision ou la sous-estimation des abus commis au sein du ministère. Suivant une tendance similaire, le parquet général, qui avait fermé les yeux sur maints abus de procédure du temps d'Andropov, devient réticent à le faire après 1985. En 1986, l'acquittement de Skil et de Panakov, deux témoins clés dans l'affaire Tregubov, crée un précédent : il est désormais possible de gagner contre des institutions comme le KGB. Le contexte est de moins en moins favorable à ce dernier, si bien qu'à la suite de pressions, la brigade anticorruption est dissoute en 1987. Ainsi, pour défendre leurs intérêts, les acteurs des organisations du commerce de la capitale en sont venus à défendre la démocratie...
- 16 Particulièrement stimulant, l'ouvrage ne manquera pas de susciter des questions sur l'origine des sources, dans la mesure où, pour la plupart, celles-ci ne sont pas tirées de fonds d'archives et souffrent d'une désignation lacunaire, problème dont l'auteur a bien conscience². Pour les travaux de seconde main, on pourrait regretter certains choix de bibliographie³ – même s'il est vrai que la période étudiée apparaît encore largement inexplorée, de nombreuses sources restant classifiées ; d'où découle la rareté des travaux d'historiens sérieux, notamment sur la période Andropov. Certaines lacunes bibliographiques apparaissent cependant peu explicables. Ainsi, l'ouvrage de Gilles Favarel-Garrigues, qui présente la politique de Gorbačev vis-à-vis du marché comme profondément contradictoire, n'est apparemment pas exploité⁴. De même pour l'absence des mémoires de Boris El'cin qui apportent un éclairage de toute première main, dès lors que l'on étudie la lutte contre la corruption à Moscou après le mandat de Grišin⁵.
- 17 On pourrait ajouter que la périodisation mentionnée dans le titre (1982-1987) apparaît relativement trompeuse, dans la mesure où la guerre entre le KGB et les organisations de commerce – et l'auteur le montre fort bien – débute en réalité dans les années 1970. À titre d'exemple, il existait entre le Glavtorg et les journalistes de la capitale un système d'échange de faveurs, dont l'une des manifestations consistait, ni plus ni moins, en la publication par la presse d'articles défendant l'honneur des structures commerciales ; le KGB, de son côté, mettait aussi à son service des plumes pour promouvoir sa cause. Par ailleurs, on pourrait regretter que la spécificité du moment Černenko ne soit pas évoquée (son nom n'est mentionné qu'une seule fois, dans la conclusion). L'auteur sous-entend

que la campagne lancée par Andropov est poursuivie sans modifications notables après sa mort, en 1984-1985. Or l'élection de Černenko en février 1984 fut perçue par les contemporains comme une volonté de retour à l'ère Brežnev.

- 18 Dans ce même ordre d'idées, il aurait été intéressant, dans la conclusion, d'ouvrir la discussion sur les années qui suivent, avec comme point de mire « l'affaire Ivanov-Gdlian », les deux procureurs chargés de l'enquête sur la corruption en Ouzbékistan et accusés d'avoir enfreint les droits des prévenus en 1989. Ainsi que d'amorcer, à plus longue échéance, un questionnement sur l'héritage d'Andropov dans la Russie actuelle, l'affaire Jukos étant à notre avis assez emblématique d'une volonté de réhabilitation des pratiques andropoviennes en matière de lutte contre les crimes économiques... si tant est que celles-ci soient réellement andropoviennes, et non propres à une histoire longue de la Russie.
- 19 Ces remarques mises à part, l'ouvrage de Luc Duhamel apparaît comme une contribution essentielle à notre connaissance des années 1980 en URSS et à l'histoire de la corruption en Russie. Il permet de mieux comprendre la mutation de la nomenklatura au cours de la perestroïka et, in fine, son indifférence à la disparition de l'URSS.

NOTES

1. Professeur émérite à l'UQAM, connu en Europe pour sa synthèse *L'URSS et sa politique internationale*, parue en 1985 (2^e éd., 1987), écrite en collaboration avec Luc Duhamel.
2. Il est dommage que pour les documents provenant du GARF, l'auteur n'ait pas inclus les références : il s'agit de toute vraisemblance du fonds A-461, celui de la *prokuratura*.
3. *Histoire de l'Union soviétique*, de Nicolas Werth, qui plus est dans sa version de 1990, pour évoquer la question de la *nomenklatura*. Les soviétologues Archie Brown (*The Gorbachev Factor*, Oxford University press, 1996) et Richard Sakwa (*Soviet Politics in Perspective*, Routledge, 1998) auraient été plus appropriés. Pour Andropov, on regrette le choix de la biographie (ou plutôt de l'hagiographie) rédigée par Sergej Semanov et parue chez un éditeur russe des plus conservateurs, *Veče* (*Andropov : 7 tajn genseka s Lubjanki* [Andropov : 7 secrets d'un Secrétaire général venu de la Lubjanka]), Rostov-sur-le-Don, 2001.
4. *La police des mœurs économiques de l'URSS à la Russie*, P. : CNRS Éditions, 2007.
5. Voir par exemple dans son premier ouvrage autobiographique, *Ispoved' na zadannuju temu* [Confession sur un thème donné], M. : Rosspen, 2008 (1^{re} éd., 1989), un épisode au cours duquel Boris El'cin, alors encore peu connu, piège des vendeurs de viande (p. 92-93).